



**Sommet de la Jeunesse
Le WARDIP ouvre la voie
à une nouvelle ère pour
l'innovation numérique** Page 12

le populaire

Édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°983 • LUNDI 9 JUIN 2025 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

**Vite dit ...
Dialoguons
pour avancer
ensemble !**



Page 4

**C'est gratuit. Participez
au Duolingo English
School de l'Ambassade
des États-Unis !**

Après le succès des cours dispensés dans les Espaces américains à travers la Guinée, l'ambassade des États-Unis met à la disposition du grand public le programme d'apprentissage gratuit dénommé Duolingo English School. **Page 9**

entrevue

Rafiou Sow critique, propose et interpelle



Leader du PRP et membre actif de l'ANAD, Rafiou Sow, s'exprime avec détermination sur la situation actuelle de la Guinée. Il dénonce des problèmes pressants tout en proposant des solutions innovantes. Ce diplômé en ingénierie de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne en Suisse et natif de Fria, réalise une analyse approfondie de la conjoncture actuelle. Dans son franc-parler caractéristique et sa philosophie de la realpolitik, Sow souligne l'urgence d'un retour à l'ordre constitutionnel et à la démocratie, afin de sauver la Guinée du péril putschiste. **Pages 10&11**



**Aminata Barry
évoque ses
audios sur la
situation à
l'UFDG**

Page 6



**Aux 40 ans de MEDEL
à Strasbourg
Le juge Diawara
plaide pour la justice
au nom de l'Afrique**

Page 4

Confidences PUBLIQUES

Tierno Monénembo critique l'hypocrisie guinéenne

Dans l'émission *Sur le pont des Arts* sur RFI de ce 5 juin 2025, l'écrivain Tierno Monénembo n'a pas fait dans la dentelle en s'attaquant aux religieux, intellectuels et militaires guinéens. Il a dénoncé leur manque de spiritualité, en balançant que « nos prêtres et marabouts prient non pas pour le salut de leurs âmes, mais pour se remplir les poches ». Il a aussi épinglé l'inaction des militaires, se demandant s'ils avaient encore un peu de courage. Néanmoins, il a reconnu la bravoure du président Doumbouya, le seul à avoir eu le cran de faire un coup d'État, laissant sous-entendre que c'est là un exploit désespéré rare dans un contexte si moribond.

Condamnation de WAD SA à verser 450 millions GNF à Habib Kolamou

Le tribunal du travail de Conakry a rendu un jugement sans appel en faveur de M. Habib Constant Kolamou, condamnant la société West African Development (WAD SA) à verser la somme de 452 millions 250 mille francs guinéens pour licenciement injustifié et autres arriérés. Selon nos informations, malgré les efforts de la défense pour contester la légitimité des accusations, le tribunal a rejeté toutes les exceptions soulevées. Les montants dus incluent 75 millions GNF pour des arriérés de salaires, 150 millions GNF pour licenciement injustifié, et d'autres indemnités significatives. Le jugement ordonne aussi la délivrance d'un certificat de travail. Cette affaire souligne l'importance du respect des droits des travailleurs et rappelle aux employeurs leurs obligations légales.

Libre Tribune/ Par Oleg Nesterenko Frappe ukrainienne de l'aviation stratégique de Russie : les conséquences pour le monde

Le 1er juin 2025, l'Ukraine a porté un coup d'une magnitude sans précédent en ciblant quatre aérodromes militaires russes, déclenchant ainsi une crise qui pourrait redéfinir l'équilibre des forces nucléaires mondiales. Selon cette analyse d'Oleg Nesterenko, président du CCIE et spécialiste de la Russie, cette opération, revendiquée par le service secret ukrainien, ne se limite pas à s'attaquer à des infrastructures militaires. Elle soulève des questions cruciales sur la sécurité nucléaire et l'avenir des traités de désarmement dans un contexte de tensions croissantes. Alors que la Russie subit des pertes stratégiques, les répercussions de cette attaque pourraient engendrer des ripostes dévastatrices et plonger le monde dans une incertitude encore plus grande. Lisez !

Ce dimanche, le 1^{er} juin 2025, l'Ukraine a réalisé une frappe massive sur des aérodromes militaires stratégiques. Quatre aérodromes ont été visés avec succès : celui de « Diaghilevo », de « Olenya », de « Ivanovo » et de « Belaya », ce qui constitue la plus importante attaque de l'infrastructure militaire russe dans les profondeurs du territoire national depuis le déclenchement de la phase active des hostilités russo-ukraino-otaniennes, le 20 février 2022.

L'attaque a été réalisée par des drones FPV transportés dans des camions, sans que les conducteurs soient mis au courant - de même que cela a été fait avec l'attaque terroriste du pont de Crimée, le 17 juillet 2023, dans laquelle le conduc-



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

teur du camion est mort dans l'explosion, sans savoir ce qu'il a transporté.

La responsabilité de l'action a été immédiatement revendiquée par le service secret ukrainien SBU, qui l'a appelé l'opération « La toile d'araignée ». Selon le communiqué de presse du SBU, les dommages causés à la Russie consistent en la destruction de 41 appareils au sol, en partie des bombardiers stratégiques.

La « Triade nucléaire »

Un bombardier stratégique est un avion de combat d'une portée intercontinentale (plus de 5000 km) conçu pour le port et le lancement d'armes nucléaires (bombes aériennes,

missiles de croisière et missiles balistiques), destinés à détruire les objectifs stratégiques situés sur le territoire ennemi. Au sein des forces armées de la Fédération de Russie, les bombardiers stratégiques font partie dit de la « Triade nucléaire » qui désigne les forces armées stratégiques comprenant trois composantes : l'aviation stratégique; les régiments des missiles stratégiques balistiques intercontinentaux et la flotte des porte-missiles sous-marins nucléaires stratégiques.

L'importance de l'existence de la Triade nucléaire consiste dans le partage des ogives nucléaires stratégiques entre trois types des forces armées stratégiques qui rend impossible la destruction de l'ensemble de l'arsenal nucléaire du pays en cas d'attaque surprise de l'ennemi, offre une plus grande souplesse dans l'utilisation de ces armes et garantit la destruction imminente de l'ennemi dans le cadre des frappes de riposte.

Le traité Start-II/SNV-III

Les conséquences négatives pour Moscou de l'attaque de l'infrastructure militaire stratégique de la Russie vis-à-vis de la campagne militaire menée en Ukraine sont proches de zéro absolu.

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOCGN CN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

CONAKRY LIVE
www.conakrylive.info

Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info

GuineaNews

www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée



La responsabilité de l'action a été immédiatement revendiquée par le service secret ukrainien SBU, qui l'a appelé l'opération « La toile d'araignée ». (© Fournie)

Suite de la page 2 Conséquences de l'action vis-à-vis de la sécurité nucléaire mondiale sont d'une portée stratégique et ne doivent pas être sous-estimées.

En mettant de côté l'aspect émotionnel de l'affaire, les positions et les réactions des diverses parties sur le sujet, de même que les modalités de la riposte militaire de Moscou qui aura lieu et qui sera, tout au moins, proportionnelle au dégâts subis, voyons les réelles conséquences vis-à-vis de la sécurité nucléaire.

Non, il ne s'agit guère d'une potentielle explosion d'une ogive nucléaire qui pourrait se trouver à bord d'un des appareils au moment de leur destruction, mais de toute autre chose.

La première question que les observateurs non avertis de l'attaque ukrainienne de ce 1^{er} juin doivent se poser, tout naturellement : comment cela se fait-il que l'aviation russe d'une importance stratégique vis-à-vis de la sécurité du pays ait pu se trouver en masse sur un banal parking de l'aérodrome, au lieu d'être soigneusement cachée et sécurisée dans des hangars en béton armé conçus à cet effet et qui doivent supporter des frappes militaires d'une puissance incomparablement plus importante que celle des vulgaires petits drones assemblés manuellement en cachette dans un garage ?

La réponse à cette question ne réside, en aucun cas, dans le potentiel grand manque de professionnalisme et négligence des personnes responsables du positionnement des appareils d'avions stratégiques sur les aérodromes en question, mais dans le traité Start-II/SNV-III. Le traité russo-américain sur la réduction des armements stratégiques offensifs.

Dans le cadre du nouveau caractère des relations russo-occidentales instauré depuis le début des hostilités en Ukraine, en février 2023 la Fédération

de Russie a suspendu sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III - ce qui était une suite logique et parfaitement prévisible : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique.

Dans les clauses du traité Start-II, il est stipulé que chacune des parties prenantes de l'accord dispose du droit de le quitter dans le cas de changement significatif des circonstances : « si elle considère que les circonstances exceptionnelles liées au contenu du présent accord ont mis en péril ses intérêts suprêmes » (article 14, §3). La fixation par l'Occident collectif comme objectif « la défaite stratégique de la Russie » et les nombreuses déclarations officielles de ce dernier dans ce sens est un changement significatif des circonstances qui a reçu une réponse appropriée.

L'officialisation de la démarche de Moscou par l'adoption suivie de la ratification de loi fédérale Nr. 38-FZ du 23 février 2023 a été entreprise, afin de rester dans la stricte légalité vis-à-vis des engagements internationaux signés et ratifiés par la Fédération de Russie et de ne pas créer un précédent permettant aux adversaires d'instrumentaliser une hypothétique violation des engagements russes dans le cadre du droit international en vigueur.

Cela étant, d'une part, avec le gel de sa participation dans le traité, Moscou a souligné qu'elle continuerait à « respecter strictement les limites quantitatives des armes stratégiques offensives », indépendamment du présent accord russo-américain ; d'autre part, malgré la suspension en cours de sa participation dans le traité sur la

réduction des armements stratégiques offensifs, la Russie, dans le cadre d'un accord non public russo-américain, a continué à respecter d'une manière réciproque la partie du traité concernant la non-dissimulation de la composante aérienne de la Triade nucléaire : ne pouvant plus réaliser des visites réciproques de contrôle des installations d'armes nucléaires sur les territoires respectifs, les parties ont continué à bénéficier de la surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique dans le cadre du §1b de l'article 4 et des §1b et §1c de l'article 10 du traité, ne nécessitant pas les déplacements des contrôleurs.

Le §1b de l'article 4 stipule : « Le déploiement de bombardiers lourds peut avoir lieu uniquement sur les bases aériennes ». Et les §1b et §1c de l'article 10 du traité sont sans équivoque : « afin d'assurer le contrôle du respect des dispositions du présent traité, chacune des parties s'engage à ne pas interférer avec les moyens techniques nationaux de contrôle d'une autre Partie qui exerce ses fonctions conformément au présent article et de ne pas recourir à des mesures de camouflage qui rendent difficile le contrôle du respect des dispositions du présent traité par des moyens techniques nationaux de contrôle ».

Soit, le traité interdit d'empêcher les satellites de la partie adverse de surveiller 24/24h, 7/7j, les bombardiers stratégiques par quelques moyens que cela soit. Soit, ils doivent rester en permanence à ciel ouvert.

Le jeu du pyromane Zelensky avec la boîte de Pandore et les conséquences pour le monde

En sachant pertinemment que la frappe qui a eu lieu ce 1^{er} juin

2025 n'aura non seulement strictement aucun effet sur le déroulement des opérations militaires russes menées sur le sol ukrainien et sur ses succès, mais, bien au contraire, mènerait à de graves représailles de Moscou que le monde constatera et que l'Ukraine subira sous peu, le régime de Zelensky qui n'a strictement aucune volonté de négocier un accord de paix et de voir la fin de la guerre en cours - car elle sera associée, fort probablement, à la fin de son règne - a ouvert la boîte de Pandore qui mènera dans les 100% des cas vers l'aggravation de la situation de la sécurité nucléaire mondiale.

L'initiative entreprise par Kiev ne peut être considérée autrement que criminelle vis-à-vis de cette dernière, car nul doute que la page de la possibilité de surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique est tournée à tout jamais.

Non seulement la Fédération de Russie, mais également les Etats-Unis d'Amérique ne permettront plus de mettre leurs appareils assurant la sécurité stratégique des pays sous le danger de potentielles frappes « à l'ukrainienne ».

Dès à présent, même si les relations russo-américaines seront restaurées, le traité Start-II/SNV-III, suspendu en février 2023 et arrivant à son terme légal en février 2026, ne peut plus être résigné en état : dorénavant, la composante aérienne des Triades nucléaires respectives sera grandement sécurisée et donc dissimulée, ce qui mène, de facto, vers une importante diminution du contrôle des armements nucléaires par le monde avec toutes les conséquences qui en découleront. ■

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.ccie.eu) (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)

Ils ont dit



Bah Oury, Premier ministre, sur visite d'amitié et de travail de son homologue Ousmane Sonko du 1^{er} au 2 juin 2025:

« La visite du Premier Ministre de la République du Sénégal en Guinée a été une occasion de raffermissement des relations entre nos deux gouvernements, mais surtout entre les deux peuples qui sont liés par des relations séculaires. Le Sénégal et la Guinée comme vous le savez, ont eu des évolutions parfois différentes, mais cela n'a pas entaché la convergence des aspirations des deux peuples. Aujourd'hui, il nous appartient en tant que responsables dans le cadre de la gestion de nos pays respectifs, d'apporter des réponses concrètes à la nécessité absolue de répondre aux défis du sous-développement, aux défis concernant une population largement jeune qui attend énormément des gouvernants. D'où la nécessité d'innover, de réfléchir et de s'inspirer des meilleurs exemples dans le monde pour que dans cet espace sous-régional, nous puissions (...) faire émerger (...) un pôle de fraternité dans l'intégration. »



Ousmane Sonko, Premier ministre du Sénégal, à la fin de sa visite d'amitié et de travail en Guinée, du dimanche 1^{er} au lundi 2 juin 2025 :

« Conformément à la recommandation de son Excellence le Président Général Mamadi Doumbouya, qui, après avoir béni nos travaux, nous a donné sa caution et une recommandation, qui est d'évoluer dans la plus grande discrétion, de prendre le temps de bien cuisiner le plat et de le servir bien mûr pour que nos peuples respectifs de Guinée et du Sénégal puissent être bien servis. Nous avons convenu ensemble de mettre en place un comité technique qui, sur la base des orientations que nous avons retenues, va travailler de manière accélérée pour dresser les contours de cette nouvelle coopération qui doit nous permettre de grandir ensemble. »

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...

Dialoguons pour avancer ensemble !

De mémoire d'observateur de l'actualité, tant sur notre sol qu'ailleurs dans le monde, il est indéniable que le dialogue a toujours prévalu sur les divergences, les haines et les luttes fratricides. Ce principe est celui que nous devons promouvoir en Guinée, alors que notre pays s'engage résolument vers le retour à l'ordre constitutionnel et à la démocratie. Malgré un climat politique empreint de méfiance entre les principaux leaders en exil et les fans du régime en place, la Guinée progresse dans de nombreux domaines. Je le dis.

Nos villes et villages modernisent leur habitat grâce aux efforts conjugués des fils et des filles de notre nation. Les voies de transport se modernisent, les routes se construisent, désenclavant et reliant nos cités. De plus, le transport des biens et des personnes connaît un essor significatif, tandis que le tourisme saisonnier devient plus accessible. La justice se fait de plus en plus équitable envers le citoyen. L'armée se restructure comme jamais auparavant, et la sécurité civile retrouve une image positive. Les sapeurs-pompiers ne sont plus accueillis avec des jets de pierres, et les balles meurtrières ne sifflent plus quotidiennement dans l'axe de la démocratie. Les ruelles jadis inhospitalières de la capitale, Conakry, deviennent chaque jour plus praticables pour le citoyen lambda. L'aéroport Ahmed Sékou Touré et le port de Conakry gèrent désormais le trafic avec professionnalisme, augurant un bel avenir pour desservir l'hinterland malien et burkinabè. Le pays réalise des avancées notables dans la construction de nouvelles infrastructures. Sa politique minière accorde désormais la priorité à la transformation des ressources sur place avant leur exportation, entraînant un contenu local significatif et une élévation du niveau de vie dans les zones minières. Mais, hélas, des ombres persistantes assombrissent ce tableau prometteur. Les défenseurs des droits de l'homme, tels des sentinelles vigilantes, dénoncent les disparitions forcées et les enlèvements, comme celui de Habib Marouane Camara, un journaliste dont la voix a été étouffée dans l'indifférence générale. Pendant ce temps, l'interdiction de manifester plane comme une menace sourde sur nos droits civiques, muselant le cri de ceux qui osent encore rêver d'un avenir meilleur.

Dans les états-majors des partis politiques, certains ténors, lâches et opportunistes, abandonnent le combat, renonçant à leurs convictions avec une facilité déconcertante. Ils semblent avoir oublié que, dans une démocratie, l'opposition n'est pas un simple accessoire, mais un pilier essentiel pour renforcer l'État de droit et éveiller la conscience nationale.

Alors, puisque la démocratie ne peut exister sans dialogue, engageons-nous dans un dialogue sincère. Et faisons appel à l'expertise de nos voisins pour nous aider à matérialiser les conclusions de nos pourparlers. Franchement, j'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Célébration des 40 ans de MEDEL à Strasbourg

Le juge Diawara plaide pour la justice au nom de l'Afrique



Mohamed Diawara aux membres du MEDEL : «Aujourd'hui, en ces temps où la démocratie est souvent mise à l'épreuve, où les libertés fondamentales sont parfois fragilisées, où l'indépendance des juges et des procureurs est remise en cause dans certaines parties du monde, votre combat prend une résonance toute particulière.» (© DR)

Invité à célébrer les 40 ans du MEDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés) au Palais de l'Europe à Strasbourg, le juge Mohamed Diawara a brillamment représenté l'Afrique subsaharienne en plaidant pour des valeurs fondamentales essentielles à la prospérité de la justice. En tant que président de l'Association des magistrats de Guinée et seul expert africain présent, il a souligné l'importance de l'éthique, de la liberté et de l'indépendance dans le fonctionnement de la justice, tout en rendant hommage à l'héritage de MEDEL, une organisation qui, selon lui, incarne la résistance contre les atteintes à l'intégrité judiciaire.



«Vous portez la voix de celles et ceux qui refusent de courber l'échine face à l'arbitraire. Vous êtes un exemple vivant de solidarité entre magistrats, au service d'une même cause : celle d'une justice digne, impartiale et humaine.» (© DR)

Devant une assemblée de magistrats européens réunis au Palais de l'Europe à Strasbourg, le juge Mohamed Diawara a brillamment incarné la représentation africaine lors de la conférence internationale organisée par MEDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés), qui s'est clôturée le 3 juin.

En tant que seul émissaire d'Afrique subsaharienne, le juge Diawara, invité en qualité d'expert, a affirmé avec force que « la justice ne peut prospérer sans liberté, sans éthique et sans véritable indépendance. » En sa qualité de président de l'Association des magistrats de Guinée, le juge Diawara a ouvert son intervention par un vibrant hommage au 40ème anniversaire de MEDEL, qu'il décrit comme une organisation incarnant « le summum de la magistrature : le courage de défendre la justice même lorsqu'elle est menacée, la capacité de résister aux pressions et aux ingérences, ainsi que la détermination à promouvoir des systèmes judiciaires libres, équitables et accessibles à tous les citoyens. »

Il a salué l'héritage remarquable de cette entité, témoignant de son impact dans la défense des valeurs démocratiques. L'expert a également su capter l'air du temps en soulignant que « en ces temps où la démocratie est souvent mise à l'épreuve, où les libertés fondamentales sont parfois fragilisées, et où l'in-

dépendance des juges et des procureurs est remise en question dans certaines régions du monde, votre combat revêt une résonance toute particulière. Vous êtes la voix de ceux qui refusent de courber l'échine face à l'arbitraire, incarnant la solidarité entre magistrats au service d'une cause commune : celle d'une justice digne, impartiale et humaine. »

Dans un contexte mondial délicat, Diawara a insisté sur la nécessité pour les juges d'afficher une solidarité indéfectible afin de défendre les principes d'une justice libre et équitable. Il a rappelé que ces idéaux transcendent les frontières, unissant les magistrats de diverses régions dans un combat commun.

Enfin, le juge Diawara a réaffirmé son engagement à renforcer les liens de coopération entre les magistrats africains et MEDEL, appelant à une promotion conjointe des valeurs fondamentales de la profession : « impartialité, probité, indépendance et respect des droits fondamentaux. »

Pour conclure, l'expert venu de Guinée a partagé une perspective inspirante sur l'avenir de la justice, exprimant son souhait que « ce 40ème anniversaire soit non seulement un moment de souvenir, mais également un point de départ pour de nouveaux combats, de nouvelles conquêtes et de nouvelles victoires au service de la justice et de la liberté. » ■

Par Tidiane Diallo

Visite du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko en Guinée La nouvelle coopération bilatérale se dessine sur un horizon prometteur



En redynamisant leurs relations sur des bases solides, la Guinée et le Sénégal s'engagent sur la voie d'un développement mutuel, garant d'un avenir radieux pour leurs peuples.
(© DCI)

La visite du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko en Guinée redéfinit la coopération bilatérale entre ces deux nations soeurs. En collaboration avec les autorités guinéennes, la création d'un comité technique pose les bases d'un avenir prometteur, ancré dans des synergies économiques et une intégration durable.

À l'issue de sa visite d'amitié et de travail en Guinée, qui s'est tenue du dimanche 1er au lundi 2 juin 2025, Ousmane Sonko, Premier ministre du Sénégal, quitte la Guinée avec un sentiment de satisfaction et d'espoir. « Je pars satisfait, conscient qu'aujourd'hui nous avons semé les germes d'une coopération renouvelée », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre Sonko a également annoncé la création d'un « comité technique » qui, sur la base des orientations convenues, travaillera de manière accélérée pour définir les contours de cette nouvelle coopération, visant à permettre un développement commun. Son objectif est, dit-il, de « faire émerger un pôle de stabilité et de développement grâce à une intégration réussie de nos économies, de nos institutions et de nos infrastructures ».

Cette première visite en Guinée a été l'occasion pour Sonko de discuter avec son homologue guinéen Bah Oury de questions

cruciales, allant de l'économie au transport, en passant par le secteur minier. En effet, les enjeux économiques et sociaux qui lient le Sénégal et la Guinée sont plus que jamais d'actualité, et il est impératif de redynamiser ces relations historiques. Ce souhait n'est pas seulement un vœu pieux, mais un impératif stratégique pour les deux pays partageant des intérêts communs.



L'élément fondamental de cette coopération repose sur la vision d'un destin commun. (© Le Populaire)

L'importance de cette visite est accentuée par la récente rencontre de la grande commission mixte de coopération, qui a permis la signature de plus de quinze conventions de coopération. Ces accords témoignent de la volonté des deux États de travailler main dans la main pour relever les défis qui se présentent à eux.

Mutualisation des ressources

Ousmane Sonko a clairement exprimé son intention de mutualiser les moyens et les ressources des deux pays. Cette démarche repose sur une conviction selon laquelle aucun pays ne peut prospérer en laissant ses voisins dans l'extrême pauvreté. Le Premier

ministre a insisté sur la nécessité d'unir les forces pour construire un développement partagé, gage de stabilité et de prospérité pour les deux nations. « Si je suis venu aujourd'hui, c'est pour qu'ensemble nous puissions catapulter, je choisis bien le mot, cette relation pour lui faire prendre son envol », a-t-il déclaré. Sa vision va au-delà des simples échanges diplomatiques. Sonko envisage une intégration profonde des peuples, fondée sur des liens historiques et culturels.

Une vision partagée pour l'avenir

La coopération dans le domaine des mines est un autre axe stratégique évoqué par le Premier ministre sénégalais. Bien qu'il n'ait pas donné de détails précis, il a annoncé la mise en place d'un comité technique dédié à ce secteur. Ce comité aura pour mission de dresser les contours d'une coopération minière efficace, permettant ainsi une gestion optimale des ressources naturelles au bénéfice des deux populations. « Les ressources, nous en avons, mais elles n'ont pas toujours été gérées au mieux des intérêts de nos États », a-t-il reconnu. En s'appuyant sur les recommandations du Président Mamadi Doumbouya, Sonko a appelé à la prudence et à la patience, soulignant l'importance de préparer minutieusement cette coopération pour assurer

un service de qualité à leurs peuples respectifs.

L'élément fondamental de cette coopération repose sur la vision d'un destin commun. Ousmane Sonko a affirmé que les peuples sénégalais et guinéens partagent non seulement des intérêts économiques, mais aussi des liens humains profonds. Leurs histoires entremêlées et leurs luttes communes pour la dignité et la prospérité doivent être le socle sur lequel repose cette nouvelle ère de coopération.

« Ensemble, nous devons parler à nos populations, à les sensibiliser qu'au-delà des frontières, nous formons un seul et même peuple », a-t-il déclaré, appelant ainsi à une solidarité régionale face aux défis contemporains.

Selon un observateur, la visite d'Ousmane Sonko en Guinée marque le début d'une étape prometteuse dans la coopération bilatérale entre ces deux nations.

En redynamisant leurs relations sur des bases solides, la Guinée et le Sénégal s'engagent sur la voie d'un développement mutuel, garant d'un avenir radieux pour leurs peuples.

Ce partenariat, qui s'annonce ambitieux, est une source d'espoir et un modèle pour d'autres États de la région, témoignant ainsi que la coopération est le meilleur moyen de surmonter les obstacles qui se dressent sur la route du progrès. ■

Par Tidiane Diallo



La juriste Aminata Barry «à propos de (ses) récentes interventions audio concernant la situation à l'UFDG»

Dans ce document intitulé «À propos de mes récentes interventions audio concernant la situation à l'UFDG», la juriste Aminata Barry, basée au Canada, examine les implications juridiques de l'exclusion d'Ousmane Gaoual Diallo. Elle plaide pour un compromis entre les factions du parti afin de préserver ses intérêts légaux et démocratiques. Selon elle, la meilleure option pour l'UFDG est d'atteindre un accord entre les parties en conflit, en tenant compte des risques juridiques liés à l'exclusion d'un membre ayant intégré le gouvernement. En effet, cette exclusion est considérée comme illégale selon la Charte des partis politiques, qui impose une obligation de participation à la vie politique. Cela souligne qu'en période d'opposition, les partis ne peuvent pas exclure leurs membres en raison de leur participation gouvernementale. Lisez !

À propos de mes récentes audio concernant la situation à l'UFDG

Mise au point sur mes interventions relatives à la situation qui prévaut dans l'UFDG, par rapport aux principes et au cadre légal qui régissent l'action des partis politiques dans un État de Droit, *a fortiori* dans une Transition, lorsque la Charte des partis politiques est en vigueur. À travers mes interventions audio qui ont été largement distribuées sur WhatsApp et notamment reprises en live par M. Ilo Bah, j'ai été prise à partie.

De quoi s'agit-il ?

Au vu des risques juridiques que comporte la situation, j'ai cherché à faire valoir qu'un compromis entre les belligérants était la meilleure des options pour l'UFDG, compte tenu des contingences actuelles. Qu'une entente ou un règlement du conflit à l'amiable est, dans le contexte qui prévaut, la meilleure des options pour la sauvegarde des intérêts du Parti.

L'exclusion de M. Ousmane Gaoual est-elle fondée au motif qu'il participe au gouvernement du CNRD ? Le présent document répond à cette question en exposant les raisons juridiques pour lesquelles mes arguments sont fondés en droit et au regard des principes de démocratie. Il met également en exergue les risques auxquels l'UFDG s'expose sur le fondement de la Charte des partis po-

litiques, instrument de Droit actuellement en vigueur sous la Transition, et duquel les partis politiques agréés tirent leur légalité.

Ci-après, la juriste que je suis traite des règles qui découlent de l'application de la Loi en fonction des instruments juridiques existants et pertinents à la cause. En cela, mon approche se situe au-dessus et en dehors des questions de personne.

Dans ce contexte, je rappelle les points ci-après : Dans les sociétés démocratiques, la vie politique et la gouvernance des partis se fondent sur l'État de droit. On retrouve dans les pays de culture démocratique différents blocs politiques, généralement 3, à savoir, comme c'est le cas en France, la droite, la gauche et le centre. Lorsqu'un parti de l'un de ces 3 blocs gagne les élections, il devient le parti au pouvoir et les partis perdants deviennent l'opposition.

La formation du gouvernement par le parti au pouvoir peut l'amener à coopter des membres des partis d'opposition pour équilibrer la gouvernance ; c'est ce qu'on appelle former un gouvernement d'union nationale, ce qui constitue le summum d'une gouvernance inclusive.

Voilà pourquoi, s'agissant de la France en 2007, le gouvernement de Sarkozy (gouvernement de droite) a nommé Bernard Kouchner, membre du parti socialiste (donc de gauche et de l'opposition), ministre des Affaires Étrangères. Ici, on constate que le gouvernement de Sarkozy a coopté Bernard Kouchner



Cellou Dalein et Ousmane Gaoual. Aminata Barry fait noter que l'UFDG est passée de parti allié au pouvoir à parti d'opposition pendant que Gaoual était déjà dans le gouvernement. (© Le Populaire)

sans que ce dernier n'ait besoin de l'autorisation de son parti (le parti socialiste qui était de l'opposition au parti UMP de Sarkozy).

Cette autorisation était implicite selon l'esprit et la lettre de la Loi qui régit l'activité des partis politiques, comme c'est le cas également en Guinée, à travers la Loi Organique portant Charte des Partis Politiques qui stipule ci-après en son article 3 : « Les partis politiques ont pour objet, dans le cadre de la Loi Fondamentale et de la Réglementation en vigueur, de participer à la vie politique de la Nation par des moyens démocratiques et pacifiques. »

C'est cette obligation de participation à la vie politique qui contraint légalement les partis politiques à ne pas s'opposer à la cooptation de leurs membres par le gouvernement en place et ainsi, participer à la direction du pays ; le gouvernement étant par excellence le principal lieu d'exercice de la vie politique de la Nation.

C'est sur le fondement de ce qui précède que vous ne trouverez nulle part dans les pays démocratiques des cas d'exclusion de membre d'un parti politique pour avoir participé au gouvernement du pays, même si ce parti est dans l'opposition au gouvernement en place. Tel fut le cas en France pour la participation de Bernard Kouchner au gouvernement de Sarkozy.

Si l'on se rapporte au cas présent en Guinée, la participation d'un membre de l'UFDG au gouvernement de la Transition était et reste de bon droit car, au début de la Transition, l'UFDG n'était pas opposée au pouvoir, mais même aujourd'hui où cela a changé, tous les partis guinéens sont dans l'obligation de se conformer à l'article 3 de la Charte des Partis politiques. Ce qui signifie qu'aux termes de ladite Charte, il est illégal d'exclure un membre d'un parti politique

au motif qu'il a été coopté dans le gouvernement, puisque cela correspondrait de fait à un refus « de participer à la vie politique de la Nation ». Prôner le contraire, c'est mettre le parti en infraction et le rendre passible de sanction.

Pour contextualiser les faits dans le cas spécifique de l'UFDG et de M. Ousmane Gaoual Diallo, il est bon de rappeler qu'au moment de son entrée au gouvernement, l'intéressé sortait de prison à la faveur du putsch du 5 septembre 2021. C'est son militantisme au sein de l'UFDG qui lui avait valu cette incarcération.

Durant cette même période, l'UFDG n'était pas en opposition avec la Transition, s'étant ralliée au CNRD. Il est à noter que l'UFDG est passée de la position de parti allié au pouvoir à parti d'opposition pendant que M. Ousmane Gaoual était déjà dans le gouvernement.

C'est donc dire qu'au moment où il lui est proposé d'être ministre, l'UFDG n'est pas opposée au CNRD.

Et même après que l'UFDG est passée dans l'opposition, l'article 3 de la Charte des Partis Politiques interdit d'exclure un membre au motif de sa partici-

pation au gouvernement car il s'agit par excellence du lieu de la « participation à la vie politique de la Nation ».

Pour ramener les choses à l'échelle de la Guinée, le CNRD, qui n'est pas un parti politique, gouverne le pays sous le régime de la Transition. De ce fait, son gouvernement n'est ni à gauche ni à droite, ni dans l'opposition partisane. Son gouvernement se classe au centre de l'échiquier politique et sa vocation est de constituer un gouvernement d'Union Nationale. C'est en cela qu'il est attendu des partis politiques qu'ils se conforment à leur obligation de participation à la vie politique conformément à leur loi habilitante (la Charte des partis politiques).

Ainsi, il en résulte que toute exclusion d'un membre au motif qu'il a participé au gouvernement contrevient à l'objet légal des partis politiques, selon ladite Charte.

En tout état de cause, s'il s'agit de parler de Droit, du point de vue de la juriste, voilà ce qu'il en est. ■

Aminata Barry



Aminata Barry

Juriste basée au Canada, elle est passionnée de la défense des Droits humains, des libertés fondamentales, de la promotion de la démocratie en Afrique et de la lutte contre toutes les exclusions en violation des principes républicains.

Hier, aujourd'hui et pour toujours, Aminata Barry consacre son temps à la vulgarisation de ces concepts en langue nationale pour les rendre accessibles au plus grand nombre, dans l'objectif de favoriser la prise de conscience collective, indispensable à l'instauration d'une véritable démocratie. ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasory624@gmail.com



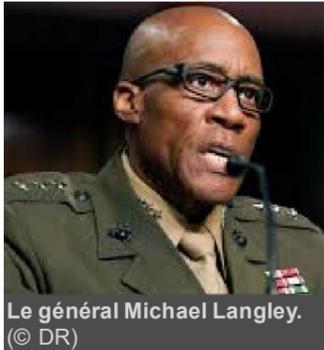
www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29

L'AFRICOM vise à renforcer les partenariats, selon le général américain Michael Langley

Lors d'une conférence à Nairobi, au Kenya, le 30 mai 2025, le général Michael Langley, commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), a déclaré que « l'objectif » de ce commandement unifié pour l'Afrique créé par le département de la Défense américaine en 2007 et entré en fonction en 2008 « est de renforcer les partenariats » en matière de sécurité en Afrique.

Langley a mis en avant le fait que les armées africaines ne se contentent plus d'attendre une aide extérieure. Au contraire, elles prennent les devants pour faire face aux défis sécuritaires tout en saisissant les opportunités de développement. « Les menaces terroristes, en particulier au Sahel et en Afrique de l'Est, nécessitent une réponse collective et proactive », a-t-il affirmé, tout en soulignant l'importance d'une approche intégrée reliant sécurité et prospérité.



Le général Michael Langley. (© DR)

Parmi les priorités d'AFRICOM figure le soutien aux pays africains dans leur lutte contre l'instabilité locale, en renforçant leurs capacités militaires, a-t-il ajouté.

Le général Langley a précisé qu'AFRICOM avait intensifié ses efforts, ayant mené plus de 25 frappes aériennes en Somalie cette année, tout en mettant un point d'honneur sur la protection des civils.

De plus, il a évoqué la nécessité d'un leadership régional

solide, illustré par l'exercice militaire dénommé « Justified Accord », qui a réuni plus de 1 300 soldats issus de 20 pays africains. Cette initiative vise à promouvoir des opérations autonomes et à améliorer l'interopérabilité entre les forces africaines.

Le général américain a aussi abordé la compétition stratégique avec la Chine. Il a rappelé que la sécurité est intrinsèquement liée au commerce. L'objectif d'AFRICOM est, selon lui, d'aider les pays africains à acquérir l'autonomie nécessaire pour gérer leur sécurité, posant ainsi les fondations d'un avenir stable et prospère.

Le général Michael Langley a conclu en affirmant que, quel que soit son successeur, l'engagement des États-Unis à soutenir l'Afrique restera inébranlable, car une Afrique sécurisée est une nécessité stratégique pour tous. ■

Par Alpha A. Diallo

Libre Tribune

Tabaski : une fête de joie, pas de deuil sur les routes

Chaque année, la Tabaski illumine nos foyers, nos cœurs et nos quartiers. C'est un moment de foi, de sacrifice, de partage et de retrouvailles. C'est aussi une période de déplacements intenses, de marchés bondés, de motos surchargées et de routes parfois impraticables. Et trop souvent, ce temps de fête se transforme en drame pour des familles endeuillées à cause d'un accident évitable. Nous pouvons éviter l'irréparable.

À vous, jeunes conducteurs, chauffeurs de taxi ou de moto-taxi, à vous chers parents, piétons, commerçants et usagers des routes : nous avons tous un rôle à jouer pour faire de cette Tabaski une fête sans sirène de secours, sans larmes, sans tombe fraîche.

Car oui, la route ne pardonne pas l'inattention, la vitesse ou l'imprudence. La moto n'est pas un jouet. La voiture n'est pas un privilège. Le permis n'est pas une permission de négliger la vie.

Nos responsabilités individuelles et collectives.

Durant cette fête, chacun de nous peut sauver une vie :

Portez le casque et attachez votre ceinture, à moto comme en voiture. Ce geste simple sauve des centaines de vies chaque année.



Mamadou Dioulde Sow est Coordonnateur Préfectoral de la MAOG - PITA Citoyen engagé pour une Guinée lucide et responsable. (© Fournie)

Évitez les excès de vitesse. Mieux vaut arriver tard que ne jamais arriver.

Refusez de conduire en état d'ivresse. L'alcool et la route ne font jamais bon ménage.

Ne surchargez pas vos engins : chaque passager en plus est un risque de trop.

Redoublez de vigilance pour les enfants : ils traversent sans toujours regarder.

Respectez les agents de sécurité routière, eux aussi veulent que vous rentriez chez vous en paix.

Et à nos autorités locales et nationales : l'état des routes, la signalisation, le contrôle régulier et la sensibilisation sont aussi de votre responsabilité. Ce n'est pas seulement une affaire de citoyens, c'est une exigence de gouvernance.

Un appel au bon sens, à la foi et au cœur.

Tabaski, ce n'est pas seulement le mouton. C'est d'abord la foi d'Abraham, la soumission à Dieu, le respect de la parole donnée, et le sacrifice au service du bien. C'est aussi la patience, le partage, la retenue et la solidarité. Autant de valeurs qui doivent aussi s'appliquer à notre manière de nous comporter sur la route.

Ne faisons pas de cette fête une course. Faisons-en un moment de vie.

Que cette Tabaski 2025 soit placée sous le signe de la paix, de la prudence et de la préservation de la vie humaine.

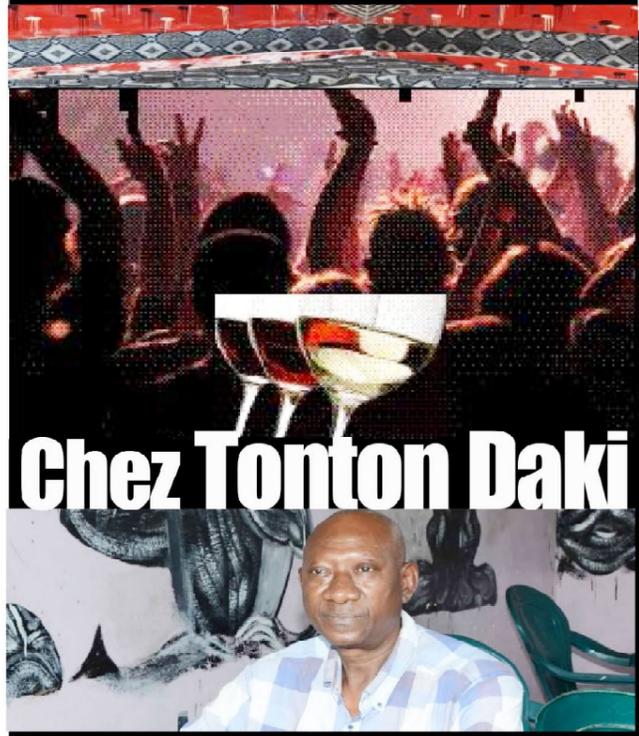
Qu'Allah accepte nos sacrifices, purifie nos cœurs et nous protège sur les routes.

Bonne fête à toutes et à tous !

Par Mamadou Dioulde Sow

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles



Chez Tonton Daki



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places

Terrasse couverte pour votre confort

Plein air de 150 places pour non-fumeurs



Liste des biens présumés mal acquis appartenant à l'ancien ministre de la Défense, Dr Mohamed Diané

La liste des biens présumés mal acquis par l'ancien ministre de la Défense nationale du régime déchu continue de faire la une des médias nationaux et internationaux. Et pour quelle raison ?

L'accusé Dr Mohamed Diané (sur la photo), en l'occurrence, a été condamné par la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) à une peine de cinq ans d'emprisonnement, accompagnée de la saisie d'une partie de son patrimoine immobilier. Ce verdict suscite de vifs débats, d'autant plus que son enrichissement inattendu étonne de nombreux observateurs qui ont été témoins de son parcours, lui qui était auparavant professeur à l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry, puis député, avant de devenir membre du gouvernement de décembre 2010 à septembre 2021. Tenez ! Parmi les biens saisis figurent notamment des propriétés dans la commune de Kaloum, une usine, ainsi qu'une école à plusieurs étages à Kankan. Bien que certains de ces actifs soient revendiqués par des tiers, la justice a prévu leur vente aux enchères. Voici cependant la liste des biens qui circule largement dans la presse traditionnelle et dans les nouveaux médias.

Conakry :

Parcelle n° 1 du lot 96, Kaloum
Parcelle n° 1 du lot 65, Kaloum
Parcelles n° 214 et 216, Nongo, Lambanyi
Parcelles n° 207 et 208, Nongo, Lambanyi



Parcelle n° 804, Nongo, Lambanyi
Parcelle n° 21, Yattaya, Sonfonia

Coyah

Parcelles n° 3 et 15, lot 7, Bangouyah village
Parcelles n° 35 à 39 et 50 et 62, lot 14, Somayah Madinagbé, Forécariah

Kankan

Parcelles n° 9 et 10, lot 103, Karfamorina
Parcelle n° 21, lot 770, Missira
Parcelles n° 1 à 4, lot 505, Bordeaux
Terrain hors loti, domaine agricole de 6 hectares, Bordeaux
Terrain loti, domaine agricole de 3 hectares, Bordeaux
Parcelle n° CT, lot unique de 4971,1248 m², Kankan Koura
Parcelles n° 19 et 10, lot 133, 1619,649 m², Karfamorina
Parcelle n° 12, lot 378, Heremakhono
Parcelle n° 1, lot 18 bis, 4050,374 m², Baté Soila
Parcelle n° 8, lot 1053, Sinkéfara
Parcelles n° 1 et 2, lot 18, Baté Soila
Parcelles n° 1 à 13, lot CT, Kankan Koura
Terrain hors loti, Baté Soila
Hôtel R+2, Sinkéfara
Deux duplex résidentiels, Kankan

École privée de 2 bâtiments R+5, Missira
Ferme avicole sur 8 parcelles, Bordeaux SOS
Deux duplex en cour fermée, Bordeaux Jérusalem
Pâtisserie moderne, Hermakono
Villa en cour fermée, Kankan
École privée en finition, quartier Morodou, Bordeaux
Villa en cour fermée, 4 parcelles, quartier Brekina, Kankan Koura
Deux duplex, Bordeaux
Usine d'anacardes, quartier Balandou
Domaine loti, Balandou
Deux duplex, Bordeaux, secteur 4

Autres biens

La justice avait également ordonné la saisie des comptes bancaires de l'ancien ministre,

révélant d'importants montants. Les découvertes incluent 60 millions de dollars en liquide trouvés dans la cave de son domicile ; 75,8 kg d'or 22 carats, évalués à près de 40 milliards de francs guinéens ; 17 diamants de 2 carats, d'une valeur d'environ 10 milliards de francs guinéens ; 47 villas situées entre Camayenne et Kagbélen 53 immeubles (35 à Conakry, 4 à Kindia, 7 à Kankan, 3 à Labé et 4 à N'Zérékoré) ; 18 voitures de luxe neuves ; 75 parcelles nues à Conakry ; 200 hectares à Dubréka ; 1500 hectares à Forécariah ; 2000 hectares à Kankan ; 7 hôtels ; 25 fours à pain ; 7 usines de production d'eau en bouteille ; 16 fermes avicoles comptant plus de 2 millions de poussins et 5 usines de production de jus de fruits naturels.

De plus, l'ancien ministre détiendrait des parts dans plu-

sieurs entreprises, notamment la CBG, Orange Guinée, la GAC, la SMD et la SAG, ainsi que 13 concessions minières à Boké, Dinguiraye et Siguiri.

Il serait également actif dans le secteur de l'importation et de la distribution de carburant, avec plus de 70 camions-citernes à travers le pays, et a obtenu l'exclusivité du commerce d'exportation des noix de cajou.

Cette situation suscite des interrogations au sein de l'opinion publique et incite les autorités et les institutions à intensifier leur lutte contre la corruption des agents de l'État et des hommes politiques, ainsi qu'à combattre l'enrichissement illicite des gestionnaires de biens publics et privés. ■

Par Racine Dieng

Sagesse

- 1 C'est simple ! Quand vous avez commencé une chose, finissez-la !
Henry Ford
- 2 C'est toujours un tort de donner des conseils, mais en donner de bons ne vous sera jamais pardonné.
Oscar Wilde
- 3 C'est un petit pas pour un homme, mais un bond de géant pour l'Humanité.
Neil Armstrong
- 4 C'est une drôle de chose la vie, si vous refusez d'accepter autre chose que le meilleur, vous l'obtenez très souvent.
Somerset Maugham
- 5 C'est une erreur capitale que de théoriser avant d'avoir des données.
Arthur Conan Doyle



Lisez et faites lire

www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909
alfaguinee28@gmail.com
<https://www.facebook.com/Guinee28>
www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Site d'informations
Générales et d'Analyses



EN COLLABORATION AVEC
L'AMBASSADE DE GUINÉE AU CANADA
PRÉSENTE

Festi

GUINÉE CANADA

DU 28 JUIN AU 01 JUILLET 2025

THEME: PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS
IMMOBILIÈRES ENTRE LE CANADA ET LA
GUINÉE.

PANEL - RESEAUTAGE - VISITES
TOURNOI DE FOOTBALL
SOIRÉE GALA - SPECTACLES - ANIMATION DJ
GRAND BARBECUE

+1 -438-923-8321 / +1 -514-294-6267
www.festiguineecanada.ca
Contact@festiguineecanada.ca

SPONSOR OFFICIEL :












Participer au Programme Duolingo English School de l'Ambassade des États-Unis en Guinée est gratuit !



Lancement du Duolingo English School, mardi 3 juin 2025. Mme Anne Dudte chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis, Mme Keita Aminata chargée de l'engagement public, Sara Kauffman responsable adjointe des affaires publiques et Alexander Hunt responsable de la Diplomatie publique. (© Le Populaire)

Après le succès éclatant des cours dispensés dans les *American Spaces* (Espaces américains) à travers la Guinée, notamment à Sonfonia, Mamou, Kankan et Nzérékoré, l'ambassade des États-Unis lance officiellement, ce mardi 3 juin 2025, le programme d'apprentissage gratuit dénommé **Duolingo English School**.

Cette initiative ambitieuse vise à rendre l'apprentissage de l'anglais accessible à tous les Guinéens. «Forts de ce succès, nous avons décidé d'étendre le programme à l'échelle nationale afin de permettre à chacun, peu importe son lieu de résidence, de bénéficier de cette ressource précieuse», explique Alexander Hunt, le Conseiller aux Affaires Culturelles et de Presse à l'ambassade des États-Unis à Conakry. Il passe la parole à Mme Anne Dudte, chargée d'affaires de l'ambassade, qui procède au lancement officiel de cette initiative significative. Au cours de son discours, Mme Dudte souligne l'importance cruciale que son institution accorde à l'apprentissage des langues, considéré comme un véritable moteur d'opportunités. «Aujourd'hui, nous sommes fiers de lancer notre Duolingo English School de l'Ambassade des États-Unis, une nouvelle initiative qui offre à tous les Guinéens l'opportunité d'étudier l'anglais. Que vous habitiez en ville ou dans un village, en Guinée Maritime, en Haute Guinée, en Moyenne Guinée ou en Gui-

née Forestière, ce programme est fait pour vous.» Elle a poursuivi en déclarant : «Dans le monde d'aujourd'hui, l'anglais est essentiel. C'est la langue la plus parlée sur la planète, celle du commerce international, de la science et de la technologie. L'anglais peut vous aider à atteindre vos objectifs, que vous souhaitiez étudier à l'étranger, développer votre entreprise ou établir des connexions ici en Guinée. Ce programme est entièrement gratuit et ouvert à tous. Vous pouvez participer depuis le confort de votre domicile, à l'école ou dans un American Space local. Il vous suffit d'avoir un smartphone ou un ordinateur pour accéder à une instruction de qualité en anglais.» Pour encourager l'engagement des apprenants, un concours national a été lancé pour célébrer les participants les plus actifs de Duolingo en Guinée. «Nous sommes impatients de découvrir vos progrès, d'écouter vos histoires et de célébrer votre succès. Alors, téléchargez l'application, rejoignez une classe et commencez votre apprentissage», encourage-t-elle avec enthousiasme.



André Gbonimy, le conseiller à l'éducation de l'ambassade et responsable du Duolingo English School. (© Le Populaire)

Une vidéo explicative est disponible sur les réseaux sociaux de l'Ambassade des États-Unis.

Alexander Hunt est le responsable des affaires publiques à l'ambassade. Il partage son propre enthousiasme : «J'ai eu l'occasion de voyager à travers ce magnifique pays, la Guinée, ces trois dernières années, et la demande numéro un que j'ai reçue de la part des Guinéens est l'apprentissage de l'anglais. Franchement, c'est la clé pour ouvrir le monde entier.» André Gbonimy, le conseiller à l'éducation de l'ambassade et responsable du Duolingo School, précise que l'apprentissage débute dès aujourd'hui et se poursuit jusqu'au 1er juillet 2025. «À la clôture, les premiers

de chaque classe, issus de chaque région, auront la chance de se rendre à Conakry et de partager un dîner avec la chargée d'affaires ou l'ambassadeur.» Sara Kauffman est responsable adjointe des affaires publiques. Elle souligne que cette initiative vise à faciliter l'apprentissage de l'anglais. «Notre objectif est de vous aider à améliorer votre niveau d'anglais afin que vous puissiez mieux profiter des opportunités dans l'éducation, le travail et les échanges internationaux.» Elle encourage chacun à participer activement. Mme Keita Aminata Tall, chargée de l'engagement public et responsable des programmes de bourses américains, insiste sur l'importance de maîtriser la langue anglaise pour accéder à des opportunités. «Les programmes d'échanges à l'ambassade des États-Unis en Gui-

née exige l'apprentissage de l'anglais, commente Mme Keita. Car, la plupart de nos programmes nécessitent que vous parliez anglais pour pouvoir concourir et avoir la chance d'être admis.» Avec le programme Duolingo English School, l'ambassade des États-Unis offre une véritable occasion de transformation personnelle et professionnelle pour tous les Guinéens. «L'ambassade a créé une classe pour chaque région de la Guinée, explique André Gbonimy. Après avoir téléchargé l'application, il vous suffit de rejoindre la classe correspondant à votre région pour participer au concours. Ne tentez pas de vous inscrire dans plusieurs classes ou de créer plusieurs comptes, cela vous empêchera de participer à la compétition. Les codes des classes seront partagés dans le chat et accessibles via le compte WhatsApp de l'ambassade. Le code QR affiché vous dirigera directement vers votre classe.» En plus, ajoute André Gbonimy, «pour gagner ce concours, vous devez passer plus de temps sur Duolingo que tous les autres participants de votre région.» Alors voilà, c'est parti ! Une vidéo explicative est disponible sur les réseaux sociaux de l'Ambassade des États-Unis. Inscrivez-vous dès aujourd'hui et ouvrez la porte à un avenir prometteur ! ■

Par Alpha A. Diallo

Vie politique / En exclusivité sur l'état actuel du pays

Rafiou Sow critique, propose et interpelle

Leader du PRP et membre actif de l'ANAD, **Rafiou Sow**, s'exprime avec détermination sur la situation actuelle de la Guinée. Il dénonce des problèmes pressants tout en proposant des solutions innovantes. Ce diplômé en ingénierie de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne en Suisse et natif de Fria, réalise une analyse approfondie de la conjoncture actuelle. Dans son franc-parler caractéristique et sa philosophie de la realpolitik, Sow souligne l'urgence d'un retour à l'ordre constitutionnel et à la démocratie, afin de sauver la Guinée du péril putschiste.

Le Populaire : Bonjour Rafiou Sow. Vous êtes un acteur clé de l'opposition et l'un des rares à manifester votre solidarité envers Aliou Bah, qui a été arrêté pour outrage au chef de l'État. Comment avez-vous accueilli le verdict de la Cour d'appel de Conakry confirmant sa condamnation à deux ans de prison ?

Rafiou Sow : C'est avec consternation et tristesse que j'ai

appris la confirmation de la peine de deux ans prononcée contre mon cher collègue et frère, le président Aliou Bah du Model. Il est condamné tout simplement pour avoir exercé son droit politique et apporté sa contribution à la transition politique en cours dans notre pays.

Je considère qu'il est injuste et infondé de priver un acteur politique de ses droits pour si

peu. C'est un recul démocratique sans précédent en Guinée au cours des quarante dernières années.

Je ne pensais pas qu'après tant de sacrifices consentis pour la lutte démocratique, nous arriverions à un tel niveau. Nous, forces vives de Guinée, dénonçons avec vigueur cet état de fait.

Suite à la page 11



Rafiou Sow dénonce les manœuvres du régime Doumbouya et appelle à un cadre de dialogue inclusif pour garantir un retour à l'ordre constitutionnel. (© Le Populaire)

On en parle

Ces lettres de missions assignées aux ministres

Le 3 juin 2025, le Premier ministre Amadou Oury Bah a officiellement remis des Lettres de Mission à chaque ministre, conformément aux directives du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya. Cette initiative, qui vise à assigner des objectifs clairs aux membres du gouvernement en début de trimestre, interpelle sur son efficacité dans le contexte actuel de la Guinée.

Ces lettres articulent clairement les priorités gouvernementales autour des axes social, économique et politique. En soulignant l'importance d'un capital humain bien formé, Bah Oury affirme que sans une ressource humaine de qualité, aucune avancée significative ne pourra être réalisée. Cette vision est essentielle, car elle met en lumière le lien entre le développement économique et la formation des compétences. Les orientations des lettres de mission sont centrées sur des enjeux cruciaux comme le retour à l'ordre constitutionnel, l'organisation d'élections, et surtout, la transformation économique.

Le Premier ministre Bah insiste sur le fait que cette

transformation ne doit pas être conçue comme une réponse temporaire à des enjeux politiques, mais comme un socle solide pour l'avenir de la Guinée. Dans un pays riche en ressources naturelles, cette approche est non seulement nécessaire, mais urgente.

Bah Oury appelle également à la cohésion nationale, soulignant la nécessité de mutualiser les efforts pour atteindre les objectifs définis. Sa volonté de réformer les rouages économiques et d'établir une gouvernance vertueuse est prometteuse, mais sa mise en œuvre dépendra de l'engagement collectif des acteurs politiques et administratifs.

La remise de ces Lettres de



Bah Oury appelle à la cohésion nationale. Sa volonté de réformer les rouages économiques et d'établir une gouvernance vertueuse est prometteuse, mais sa mise en œuvre dépendra de l'engagement collectif des acteurs politiques et administratifs. (© Le Populaire)

Mission pourrait s'avérer un levier efficace pour catalyser le changement en Guinée, à condition que les ministres soient réellement dotés des moyens et du soutien

nécessaires pour accomplir ces missions.

L'avenir économique de la Guinée repose sur la capacité des membres du gouvernement à transformer

ces orientations en actions concrètes et durables. ■

Par Racine Dieng

Suite de la page 10

Nous réclamons la libération de tous les détenus politiques et l'ouverture d'une enquête sérieuse pour retrouver nos collègues kidnappés, ainsi que le journaliste Habib Marouane Camara. Nous appelons le général Mamadi Doumbouya à diligenter ces différentes actions.

Vous êtes un leader de parti membre de l'ANAD, présidée par Cellou Dalein Diallo. Que pensez-vous des actions qu'il mène à l'étranger pour contribuer à un retour rapide à l'ordre constitutionnel et à la consolidation de l'État de droit ?

Le président de l'ANAD, Cellou Dalein Diallo, est aujourd'hui le Baobab de la classe politique guinéenne. Son apport est considérable pour le retour à l'ordre constitutionnel et l'ancrage d'une démocratie effective, respectueuse des droits et libertés de toutes les personnes vivant sur le sol guinéen, en particulier, et en Afrique, en général.

Il ne ménage aucun effort, même au détriment de sa vie familiale. Depuis des années, il consacre sa vie à la lutte démocratique en Guinée.

Que vous inspirent les récents événements politiques, notamment le recensement en cours, les vagues d'allégeance au régime du général Mamadi Doumbouya et les mouvements de soutien qui appellent à une candidature du président Doumbouya aux futures élections ?

Écoutez, nous ne comprenons rien de ce recensement actuel. Nous n'y sommes pas associés, car ils refusent d'établir un cadre de dialogue inclusif et consensuel. Pour nous, c'est simplement une manière de dilapider de l'argent public. En période de transition, le seul recensement qui vaille est celui lié aux élections. Concernant les mouvements de soutien à la confiscation du pouvoir, ils sont tout simplement criminels, car ils appellent à la violation de la charte de la transition qui fait office de constitution durant cette période.

Notez bien qu'il n'existe juridiquement aucune possibilité de candidature pour un président durant la transition. Il n'est pas possible de promulguer une quelconque constitution pendant que le général Doumbouya continue d'être chef de l'État et d'organiser des élections en Guinée. Nous appelons au respect de la charte de la transition et aux engagements pris.

À votre avis, que faut-il faire, tant au niveau de l'exécutif que de l'opposition, pour réussir à organiser le référendum constitutionnel programmé en septembre 2025 ?



Rafiou Sow : « Notez bien qu'il n'existe juridiquement aucune possibilité de candidature pour un président durant la transition. Il n'est pas possible de promulguer une quelconque constitution pendant que le général Doumbouya continue d'être chef de l'État et d'organiser des élections en Guinée. Nous appelons au respect de la charte de la transition et aux engagements pris. » (© DR)

Il faut soit mettre en place un Cadre de Dialogue Inclusif et Décisionnel où toutes les décisions concernant la conduite de la transition sont prises, soit constituer une nouvelle équipe de gestion de la transition, avec un nouveau président civil, un gouvernement d'union nationale et un nouveau CNT composé d'une dizaine de membres, incluant des politiques et des membres de la société civile, de préférence des juristes.

Pour vous, au sein de l'alliance ANAD, pensez-vous qu'il est possible, malgré l'exil de certains ténors, de rivaliser et de battre les mouvements politiques soutenant une candidature du président Doumbouya ?

À notre niveau, il n'y a aucune possibilité d'envisager une

candidature légale du général Mamadi Doumbouya. De même, il n'y a aucune possibilité d'envisager une élection sans un cadre de dialogue inclusif et décisionnel. Par ailleurs, il est impensable d'organiser une élection sans le retour du président de l'ANAD et de tous les membres des forces vives de Guinée qui sont en exil forcé.

Vous avez récemment assisté à la remise du flambeau au président Doumbouya par son homologue gabonais, le général Brice Olingui Guema, lors de son investiture. Que signifie cet événement pour vous ?

Cela signifie tout simplement que le président Olingui a organisé une élection présidentielle dans le respect de la charte qui encadrerait leur transi-

tion, et qui n'interdisait pas au président Brice de se porter candidat, alors que cela est interdit pour le nôtre. Cela souligne l'urgence du retour à l'ordre constitutionnel dans le respect de notre charte.

Comment avez-vous perçu la visite du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko à Conakry, coïncidant avec la rencontre entre le chef de l'opposition guinéenne, Cellou Dalein Diallo, et l'ancien président sénégalais, Macky Sall, à Marrakech, tous deux invités par la fondation Mo Ibrahim ?

C'est une simple coïncidence ! Je suis déçu que le Premier ministre Sonko vienne en Guinée pour parler uniquement de questions économiques et se taise sur les exactions politi-

ques que subissent les Guinéens. Nous pensons que son combat pour les droits et libertés ne se limitait pas au Sénégal. Mais bon, la lutte continue à notre niveau et nous remercions tous ceux qui œuvrent à travers le monde pour une Guinée démocratique.

Face aux défis qui se posent à lui, comment se porte votre parti, le PRP ?

Le PRP se porte à merveille. Nous sommes en phase de finalisation de nos objectifs, d'expansion des fédérations et de sensibilisation de nos militants à travers le pays et à l'étranger. Nous poursuivons notre lutte pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Comment appréhendez-vous le dernier trimestre politique de cette année électorale, annoncé par le chef de l'État et récemment confirmé à Abidjan par le Premier ministre Bah Oury ?

Écoutez ! Pour qu'il y ait des élections ici, un préalable est nécessaire. Il faut mettre en place un cadre de dialogue inclusif et décisionnel. C'est aussi simple que cela.

Pour conclure cette entrevue, quel message souhaitez-vous adresser à vos compatriotes ?

Je demande aux militants du PRP, de l'ANAD et aux Guinéens en général, qui aspirent à une démocratie effective et à la promotion des droits et libertés, de se mobiliser pour la lutte démocratique et de refuser toute forme de confiscation du pouvoir. ■

Réalisée par Alpha A. Diallo



Rafiou Sow ici en compagnie de Sékou Koundouno du FNDC et de Cellou Dalein Diallo de l'ANAD : « Il est impensable d'organiser une élection sans le retour du président de l'ANAD et de tous les membres des forces vives de Guinée qui sont en exil forcé. » (© DR)

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Sommet international de la Jeunesse : Le WARDIP ouvre la voie à une nouvelle ère pour l'innovation numérique en Guinée



Rassemblant des participants du monde entier, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) a invité les jeunes âgés de 18 à 35 ans à s'emparer des défis mondiaux les plus urgents. (© Le Populaire)

En ce jour mémorable du 3 juin 2025, le Sommet international de la Jeunesse a tenu sa deuxième édition, soutenue par le Projet régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-Guinée). Cet événement s'impose comme une opportunité stratégique pour impliquer activement la jeunesse guinéenne dans l'innovation numérique, un domaine en constante évolution.



Placé sous le thème « Les jeunes innoveront pour une planète vivable », l'événement a mis en lumière la transformation numérique et les industries créatives. (© Le Populaire)

Il est bon de rappeler qu'une première rencontre s'est tenue cette année à Washington, les 19 et 20 mai, pour la 12e édition du Sommet de la jeunesse. Rassemblant des participants du monde entier, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) a invité les jeunes âgés de 18 à 35 ans à s'emparer des défis mondiaux les plus urgents. Placé sous le thème « Les jeunes innoveront pour une planète vivable », cet événement a mis en lumière la transformation numérique et les industries créatives.

En écho à cet événement phare, chaque pays s'est engagé à organiser des sommets sur cette thématique. Ainsi, l'organisation Guinea Youth Voices, avec le soutien technique et financier, a brillamment orchestré la première journée de cet événement, qui se poursuivra pendant plusieurs jours dans les universités, au profit d'une jeunesse avide de découvrir le monde du numérique. Ce jour s'est distingué par la présence de personnalités influentes, telles que M. Zuba E. Béavogui, chargé de Communication de la Banque mondiale, M. Ibrahima Sékou Sow, également chargé de communication, et M. Ibrahima Mouctar Diallo, spécialiste des solutions digitales du projet WARDIP-Guinée.

Le sommet a débuté par un discours de bienvenue de M. Pau Souro Yombouno, Coordinateur général de Guinea Youth Voices (GNYV), qui a exprimé sa satisfaction face à la forte mobilisation et à l'intérêt croissant que la jeunesse porte à l'innovation, à la créativité et à l'acquisition de nouvelles compétences.

Il a encouragé l'adoption des outils numériques, affirmant qu'ils sont essentiels pour améliorer l'apprentissage, créer des projets innovants et contribuer à un monde plus connecté et efficace.

« Ensemble, construisons un avenir où la technologie sert le progrès, l'inclusion et le développement durable », a-t-il déclaré avec passion.

S'en est suivi le discours de M. I. Sékou Sow, représentant de M. Fodé Youla, Coordinateur du projet WARDIP-Guinée.

Au nom de son coordonnateur, il a souligné l'importance de l'engagement collectif pour accélérer la transformation numérique en Guinée et dans la Sous-région.

« Notre leadership incarne la vision, l'innovation et la détermination à faire avancer le programme régional d'intégration numérique de l'Afrique de l'Ouest », a-t-il affirmé.

Il a également rappelé que l'objectif de développement du WARDIP-Guinée est d'accroître l'accès aux services haut débit et numériques, en développant et en intégrant les marchés numériques dans la région. Cela permettra au gouvernement de créer les infrastructures nécessaires au développement nu-

mérique, garantissant ainsi un accès au haut débit pour tous et favorisant l'accomplissement des objectifs nationaux et internationaux de développement.

Avant de conclure, le représentant a salué Mme Rose Pola Pricemou, reconnue par le Chef de l'État pour sa confiance dans la mise en œuvre de la Politique du Gouvernement dans les domaines des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique en Guinée, qui constitue le socle du projet WARDIP-Guinée. Il a également lié l'événement à l'actualité du pays en déclarant : « Dans une Guinée en pleine refondation, prônée par le CNRD avec à sa tête le Président Mamadi Doumbouya, je vous affirme que la transformation numérique est une occasion exceptionnelle pour façonner notre avenir. N'oublions pas que le projet Simandou 2040 et la transformation numérique sont liés par leur objectif commun d'optimiser et de moderniser l'exploitation minière grâce aux innovations technologiques. »

Ensuite, M. Zuba E. Béavogui, représentant du Groupe de la Banque mondiale, a salué la forte mobilisation et la présence des membres de l'UGP du WARDIP-Guinée, ainsi que celle des participants.

« C'est avec honneur et enthousiasme que je me tiens devant vous aujourd'hui, le 3 juin 2025, à l'occasion du Sommet de la Jeunesse organisé par Youth Voice en Guinée. Ce sommet vise à nous fournir les outils nécessaires pour proposer des solutions concrètes et impactantes, tout en favorisant le dialogue avec le Groupe de la Banque Mondiale et d'autres partenaires de développement. Les discussions aborderont des sujets cruciaux tels que les don-

nées, l'agriculture et les monnaies numériques, des secteurs dans lesquels la jeunesse peut jouer un rôle déterminant », a-t-il ajouté, avant de remercier chaleureusement le projet WARDIP pour son soutien essentiel à l'organisation de cet événement. Il a invité tous les participants à profiter pleinement du sommet.

Le spécialiste des solutions digitales du WARDIP-Guinée, M. Ibrahima Mouctar Diallo, a eu l'honneur d'ouvrir le panel du sommet sur le thème : « Le Programme WARDIP-Guinée, accélérateur de la transformation numérique en Guinée ».

Sa présentation a captivé les participants, suscitant de nombreuses questions et réponses, à leur grande satisfaction. Plusieurs jeunes entrepreneurs technologiques se sont ensuite succédés sur scène, nourrissant les débats sur l'innovation numérique.

Un moment fort a également été dédié à une formation sur l'innovation numérique, présentant l'Intelligence Artificielle (IA), l'entrepreneuriat des jeunes et les services publics. Des démonstrations sous forme de mini-ateliers de formation sur des outils comme les chatbots, Canva et ChatGPT ont suscité un vif intérêt auprès de la jeunesse réunie lors de ce sommet international.

Ainsi, la journée de lancement du sommet s'est conclue avec des recommandations pour poursuivre l'événement dans plusieurs universités de Conakry et des centres d'apprentissage, favorisant une intégration numérique inclusive. Une photo de famille a marqué la fin de cette belle journée. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo



Au XXVe Forum de Bamako / Yéli Aliou MACALOU (Ecobank Mali)

« L'Afrique doit prendre son propre destin en main et ne pas toujours tendre la sibylle »



Directeur juridique et Secrétaire général d'Ecobank-Mali, Yéli Aliou MACALOU représentait la célèbre banque panafricaine au XXVe Forum de Bamako qui vient de se tenir du 29 au 31 mai à l'hôtel Azalaï de Bamako sur le thème : « *L'Afrique au cœur des enjeux géopolitiques et géostratégiques* ».

Entretien exclusif.

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Bamako, Bruno FANUCCHI, pour AfricaPresse.Paris (APP) @africa_presse

APP – Pourquoi Ecobank est-il toujours présent au Forum de Bamako ?

Yéli Aliou MACALOU - Banque panafricaine par excellence, Ecobank est partenaire et sponsor de ce Forum unique en Afrique et qui perdure depuis un quart de siècle malgré un contexte politique et économique fort compliqué aujourd'hui, non seulement en Afrique, mais sur la scène internationale. C'est déjà une superbe prouesse due à l'engagement de son fondateur Abdoullah Coulibaly et de toutes ses équipes qui font un travail formidable pour donner une image respectable et – si possible – attractive du Continent.

Lors de cette 25e édition, j'ai eu l'honneur de représenter Souleymane Touré, Directeur Général d'Ecobank-Mali, pris par d'autres engagements importants, et de recevoir le Prix d'excellence qui lui était destiné lors de la cérémonie d'ouverture, en qualité de sponsor de l'événement.

Suite à la page 14

TRANSFORMEZ VOTRE EFFICACITÉ AVEC AIBOOST

Réduisez les pertes alimentaires, gagnez du temps avec les signatures électroniques et éliminez les files d'attente dans les administrations.



50% de pertes en moins grâce à la gestion des stocks par l'IA.



90% de temps économisé avec la signature électronique.



100% de satisfaction citoyenne avec la prise de rendez-vous automatisée.

Ne perdez plus de temps !

Contactez-nous dès maintenant via

WhatsApp au **+33 6 50 32 98 95**

ou visitez notre site internet : **aiboost.fr**

AIBOOST



CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT !

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com> > lepopulaireconakry

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Suite de la page 13

On a volontiers associé notre image à celle du Forum de Bamako, synonyme de foisonnement intellectuel et d'idées novatrices qui nous sont chères au sein de notre institution bancaire.

Et samedi dernier, lors de la cérémonie de clôture animée par la journaliste Diadji Sacko maîtresse de cérémonie – j'ai été invité à prononcer un discours après les conclusions du Forum résumées de manière magistrale par le Professeur Alioune Sall, Président de l'Institut des Futurs africains.

« Accompagner les PME et PMI, mais aussi les femmes et les jeunes qui innovent »

APP – Dans votre intervention, vous avez d'ailleurs souligné que « l'Afrique attend des actes ». Pouvez-vous nous en dire plus ?

Yéli Aliou MACALOU – Comme vous avez pu le constater récemment par rapport à l'affirmation de notre propre identité, que ce soit au niveau politique ou culturel, vous constaterez que nous sommes face à un foisonnement à nul autre pareil. Cela se traduit notamment par la création de l'AES (Association des États du Sahel), qui entend affirmer son émancipation, notamment vis-à-vis de l'Occident. J'espère que ces mots ne vous fâcheront pas. Car Ecobank-Mali s'inscrit pleinement et résolument dans cette dynamique qui vise à développer l'indépendance et la véritable autonomisation de l'Afrique. Cela passe par la mise à disposition des populations au sein desquelles on opère de produits innovants, de produits digitaux, afin de favoriser l'inclusion financière. C'est pourquoi l'Afrique ne peut plus se contenter d'être un objet de stratégies, mais elle doit en être le sujet en ce sens que nous devons être l'acteur de notre propre développement. Il nous faut trouver des solutions africaines aux défis africains.

APP – Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

Yéli Aliou MACALOU – Pour paraphraser Amadou Hampâté Bâ, « le développement n'est pas un modèle à copier, mais une réalité à inventer ». C'est ce à quoi le présent Forum s'est prêté avec un talent certain. L'heure n'est plus uniquement à la réflexion, je le répète : l'Afrique attend des actes !

Notre jeunesse attend des perspectives, nos économies attendent des outils concrets et nos nations attendent de la cohérence.

Chez Ecobank Mali, nous apportons notre modeste écho à l'édification d'une économie robuste et résiliente. Nous continuerons à financer des PME qui créent de la valeur ici et emploient des jeunes de talent, nous continuerons à accompagner les femmes et les jeunes

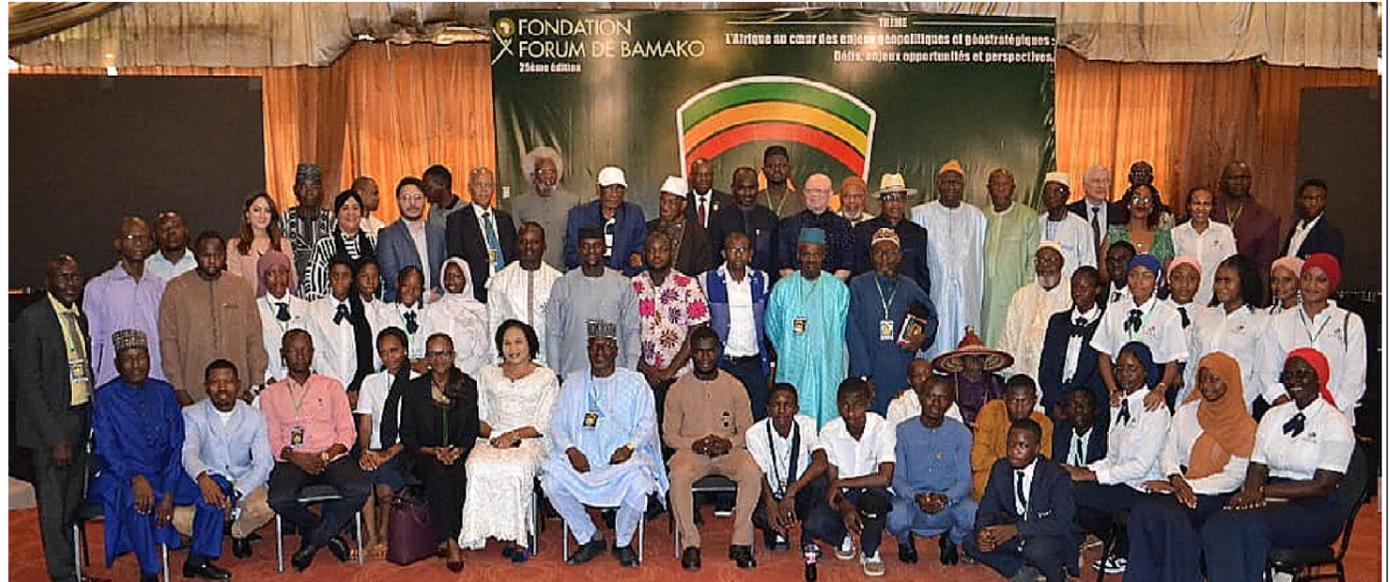


Photo de famille à l'issue du XXVe Forum de Bamako. Photo © DR – CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

qui innovent. Mais nous continuerons aussi à miser sur le commerce inter-africain, sur l'accompagnement des sociétés minières et sur des solutions numériques fortes, pratiques et accessibles pour élargir l'accès à des services financiers sûrs et ainsi contribuer plus efficacement à l'inclusion financière.

Il doit y avoir une véritable prise en main de notre propre destin. On ne doit pas toujours tendre la sibylle, mais plutôt mettre en œuvre les voies et moyens pour justement vivre cette indépendance à tous égards, qu'elle soit économique, politique, financière, sociale et même sociétale. Pour bâtir une Afrique forte, souveraine et solidaire.

« Ecobank est présente dans 33 pays de l'Afrique sud-saharienne »

APP – Quel est aujourd'hui le poids d'Ecobank en Afrique ?

Yéli Aliou MACALOU – Ecobank est aujourd'hui présente au sein de 33 pays de l'Afrique sud-saharienne et se voit comme l'instrument idoine pour que l'Afrique acquière précisément son indépendance économique et financière. C'est pourquoi nous n'avons de cesse de fiancer les grandes entreprises, de financer le tissu de PME et PMI qui est le véritable cœur et poumon du développement de l'Afrique. Et y compris, bien sûr, les particuliers pour lesquels nous sommes attentifs aux besoins des jeunes, des moins jeunes, mais aussi des personnes du troisième âge. On entend financer toutes les couches des populations africaines.

APP – Car votre groupe a bien une vocation panafricaine ?

Yéli Aliou MACALOU – C'est parfaitement exact. Ecobank a depuis toujours une ambition panafricaine. Nous avons même des bureaux de liaison à l'international (comme à Paris, Dubaï et tutti quanti...) car nous voulons être une banque panafricaine de classe mondiale. Résolument ancrée dans ses racines africaines, notre banque a pour ambition de s'ouvrir au monde.

Abdollah Coulibaly a d'ailleurs rendu hommage, lors du dîner de gala du Forum, à notre fondateur, le Togolais Gervais Koffi Djondo, qui a créé Ecobank en 1985, mais aussi la compagnie aérienne Asky en 2007. C'est de son esprit d'entreprise, cet esprit panafricain dont nous nous inspirons tous les jours

pour que l'Afrique prenne résolument son destin en main.

APP – Un dernier mot sur ce XXVe Forum de Bamako...

Yéli Aliou MACALOU – Ce fut une très belle édition, une édition très riche en idées, très féconde qui élargira les perspectives pour nous autres

Africains. Et surtout pour la jeunesse qui est toujours en quête de solutions pour l'employabilité, pour l'autonomisation financière et – in fine – en quête de son développement.

EN SAVOIR PLUS : www.ecobank.com

EN COLLABORATION AVEC
L'AMBASSADE DE GUINÉE AU CANADA
PRÉSENTE

8 ÈME EDITION

Festi GUINÉE CANADA

DU 28 JUN AU 01 JUILLET 2025

THEME: PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS IMMOBILIÈRES ENTRE LE CANADA ET LA GUINÉE.

**PANEL - RESEAUTAGE - VISITES
TOURNOI DE FOOTBALL
SOIRÉE GALA - SPECTACLES - ANIMATION DJ
GRAND BARBECUE**

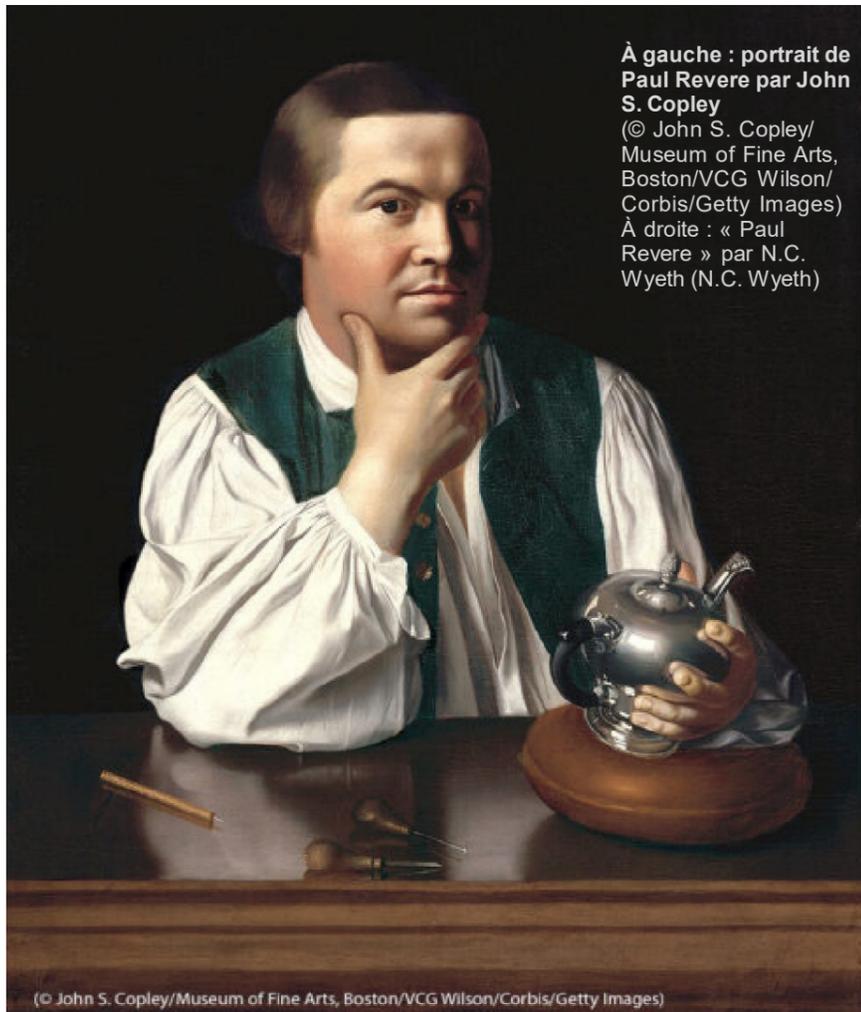
+1 -438-923-8321 / +1 -514-294-6267
www.festiguineecanada.ca
Contact@festiguineecanada.ca

SPONSOR OFFICIEL : **Dream City**

AGB2A CG COHIBED WEST AFRICA SBC SA BETA THE EXPRESS CULTURBAINE.COM HADAFI GENERATIONS 224.INFO le populaire

Paul Revere aura sa statue au Jardin national des héros américains

La chevauchée nocturne d'un patriote, immortalisée



À gauche : portrait de Paul Revere par John S. Copley
(© John S. Copley/Museum of Fine Arts, Boston/VCG Wilson/Corbis/Getty Images)
À droite : « Paul Revere » par N.C. Wyeth (N.C. Wyeth)



Les États-Unis construisent un jardin de sculptures, le Jardin national des héros américains, afin de rendre hommage aux hommes et aux femmes qui incarnent le dynamisme américain. Découvrez Paul Revere, l'un des 250 héros dont la sculpture figurera dans ce jardin, un lieu où, selon président Trump, « les citoyens, jeunes et moins jeunes, pourront renouveler leur vision du génie ».

Dans la nuit du 18 avril 1775, à Boston, Paul Revere enfourche sa monture et part au galop : il doit donner l'alerte. Les troupes britanniques sont en route pour capturer du matériel essentiel à la milice patriotique pro-indépendance de la colonie du Massachusetts. Le patriote, orfèvre de son métier, demande au sacristain de la Old North Church de la ville de

suspendre deux lanternes parce que les Britanniques arrivent en bateau. Sa « chevauchée de minuit » (« midnight ride ») sera immortalisée par le poète Henry Wadsworth Longfellow, qui louera le patriotisme de Paul Revere sans lequel les patriotes n'auraient peut-être pas remporté les victoires de Lexington et Concord. Et ces batailles n'ont pas simplement prouvé que les

colons américains pouvaient tenir tête aux soldats britanniques (les « Regulars ») : elles ont donné le coup d'envoi d'une révolution plus large. Plus qu'un héros populaire américain, l'artisan de Boston est devenu un symbole pérenne de la soif de liberté et d'indépendance commune à toute l'humanité. Paul Revere (1734-1818) avait déjà fait ses preuves avant cette nuit-là. Membre des Fils de la Liberté, il a participé à un autre événement marquant de la révolution américaine, à savoir le déversement de caisses de thé dans les eaux du port de Boston le 16 décembre 1773, en signe de protestation contre la décision prise par la Grande-Bretagne de taxer les colonies américaines alors qu'elles

n'avaient pas le droit d'être représentées au Parlement. C'est la fameuse Boston Tea Party. Dans son atelier, Paul Revere imprimait des images contre l'occupation par les soldats britanniques dans les 13 colonies. Sa gravure du massacre de Boston du 5 mars 1770 montre des soldats britanniques en train de tirer sur une foule, faisant cinq morts et six blessés. Elle servira de cri de ralliement pour la révolution. Une autre gravure illustre l'arrivée de la marine britannique dans le port de Boston. Ce patriote faisait également fonction de messenger et d'officier dans la milice coloniale. Sa chevauchée nocturne a offert une première indication précoce de la sophistication des réseaux de renseignement patriotes.

Il n'a jamais prononcé la phrase célèbre qui lui est attribuée : « Les Britanniques arrivent ! » En fait, après avoir été réprimandé pour son tapage devant une maison où séjournait John Hancock et Samuel Adams, deux leaders parmi les patriotes, Paul Revere a expliqué qu'il donnait l'alerte : les soldats professionnels de la Grande-Bretagne, les « Regulars », allaient bientôt causer une perturbation bien plus grande. « Du bruit ! Vous aurez assez de bruit avant longtemps, a-t-il rétorqué. Les Regulars sont en route ! » Benjamin Franklin, Thomas Edison et le général George Marshall font également partie des héros qui auront leur statue au Jardin national. ■

Par Par Lauren Monsen
19 mai 2025
Share.america.gov

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

YouScribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.



Guinée Trek Aventure



Réservez vite:

 +224-625-61-00-25

 guineerando@gmail.com

Il est temps de
Voyager

le populaire



Abonnement 

Le Populaire Conakry

 Youscribe

<https://www.youscribe.com> > lepopulaireconakry

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.